

PRÉFECTURE  
DE  
SAONE-ET-LOIRE

Service de la Coordination  
et de l'Action Economique

-----  
2ème Bureau

Arrêté autorisant la Société  
LAMBERT-CERAMIQUES à exploiter  
une installation de préparation  
et de stockage d'argile à CHAGNY

-----  
N° 81-717

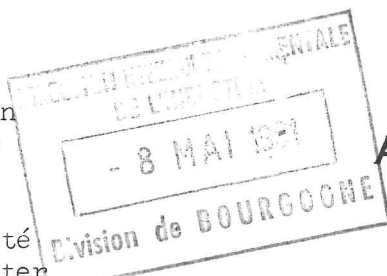
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE

DE L'INDUSTRIE

- 8. MAI 1981

RÉGIONS DE BOURGOGNE  
ET FRANCHE-COMTE



ARRÊTÉ

Le PREFET de SAONE-et-LOIRE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu la nomenclature des Installations Classées ;

Vu la demande en date du 19 Février 1980 de la Société LAMBERT CERAMIQUES, dont le siège social est situé 5, Rue Vernet à PARIS (8ème), à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de CHAGNY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Avril 1980 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée ;

Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 6 Mai 1980 au 4 Juin 1980 et le rapport du Commissaire-Enquêteur ;

Vu l'avis du Conseil Municipal de CHAGNY dans sa séance du 23 Mai 1980 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 9 Mai 1980 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 21 Mai 1980 ;

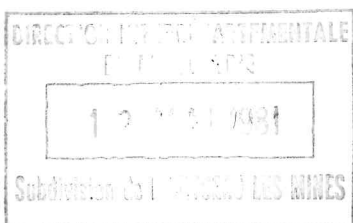
Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 19 Mai 1980 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 6 Mai 1980 ;

Vu l'avis de M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours en date du 24 Avril 1980 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de la Protection Civile en date du 28 Avril 1980 ;

.../...



- VU l'avis et les propositions de M. le Directeur de la Direction Inter-départementale de l'Industrie de Bourgogne Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées, en date des 27 Août 1980 et 24 Mars 1981 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 25 Septembre 1980 ;
- 
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

## A R R E T E

ARTICLE 1er.- 1.1. : La Société LAMBERT CERAMIQUES dont le siège social est situé 5, rue Vernet à PARIS (8ème)

est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre la pratique des activités de la nomenclature des installations classées précisées à l'alinéa 1.2. du présent article, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de CHAGNY.

1.2. : L'établissement objet de la présente autorisation comporte les installations relevant des activités visées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme suit :

- Désagrégation, broyage, mouillage et homogénéisation des matières crues (argile notamment) 89 bis 1er Autorisation
- Fabrication de produits céramiques (tuiles, briques) dans les agglomérations avec des fours non fumivores ou toute autre installation non fumivore 358 B a) Autorisation
- Installations de compression d'air comprenant :
  - . 2 compresseurs de 55 kW (dont 1 utilisé en secours)
  - . 2 compresseurs de 45 kW (dont 1 utilisé en secours) 361 B 2° Déclaration
  - . 2 compresseurs de 7,5 kW (dont 1 utilisé en secours)

la puissance absorbée totale étant égale, au plus, à 107,5 kW.

1.3. : Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

.../....

TITRE PREMIER

REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2.- Conditions générales de l'autorisation.

2.1. : Caractéristiques de l'établissement.

L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale la fabrication de tuiles et briques.

Il comprend :

- un atelier de préparation des matières premières (argile notamment)
- un atelier de préparation de la matière crue
- des chaînes de formage des tuiles ou presse
- 4 séchoirs et 4 fours de cuisson permettant d'assurer la production maximale journalière de :
  - . 164 t. de tuiles mécaniques
  - . 58 t. de tuiles plates
  - . 21 t. de produits céramiques - accessoires de couverturessoit 243 t. de produits céramiques cuits
- des machines de conditionnement des tuiles et un parc de stockage de produits finis
- différentes installations de service : stockage de fuel, installations de compression d'air ...

2.2. : Conformité aux plans et données techniques.

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.3. : Réglementations de caractère général.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

. l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement,

. l'arrêté du 20 juin 1975 de M. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,

.../...

. l'instruction n° 3055 du 21 juin 1976 de M. le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) relative au bruit des installations relevant de la loi n° 76 663 susvisée,

. l'arrêté du 31 mars 1980 de M. le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, portant réglementation des installations électriques des établissements au titre de la législation des installations classées.

#### 2.4. Réglementation des activités soumises à déclaration.

Les activités visées à l'alinéa 1.2. du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part, aux prescriptions générales relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions générales applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

### ARTICLE 3.- Prévention de la pollution des eaux.

#### 3.1. : Principes généraux.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs, ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égot directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Par ailleurs, il ne peut être procédé à des déversements sur le sol ou dans le sous-sol sans l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées qui peut prescrire une étude géologique préalable.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement, et plus particulièrement en ce qui concerne les eaux d'origine souterraine.

#### 3.2. : Normes de rejets.

Les effluents rejetés par l'établissement devront respecter les prescriptions suivantes :

5,5 ≤ pH ≤ 8,5  
t ≤ 30° C  
DCO ≤ 120 mg/l  
DBO5 ≤ 40 mg/l  
MES ≤ 30 mg/l  
hydrocarbures totaux ≤ 5 mg/l  
(norme NFT 90 203)  
débit ≤ 5 m3/h hors eaux pluviales

### 3.3. : Conditions de rejet.

Les points de rejet des eaux usées de l'établissement sont principalement au nombre de : 3.

Ils doivent comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

### 3.4. : Règles d'exploitation.

L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires, et les résultats des contrôles de la qualité des rejets est régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 3.5. : Analyses et mesures.

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées, et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

### 3.6. : Analyses périodiques à la charge de l'exploitant dans le cadre de l'autocontrôle de ses rejets d'effluents aqueux.

Nonobstant les dispositions figurant à l'alinéa 3-5 ci-dessus du présent article, l'exploitant est tenu de faire effectuer par son propre laboratoire d'analyses, y compris par des méthodes de mesure semi-quantitatives ou par un laboratoire d'analyse soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées, des prélèvements et analyses des effluents aqueux rejetés par son établissement, aux points de rejet principaux visés à l'article 3.3. ci-dessus.

La périodicité de ces analyses est donnée dans le tableau ci-après :

paramètre à mesurer	périodicité des prélèvements et analyses
pH	trimestre
DCO	trimestre
MES	trimestre
Hydrocarbures totaux (norme NF 90 203)	trimestre

Une synthèse de ces données sera transmise chaque trimestre en trois exemplaires à l'Inspection des Installations Classées.

### 3.7. : Transvasement de matières toxiques, <sup>ou</sup> corrosives.

Le transvasement de matières toxiques ou corrosives à partir de véhicules citernes automobiles ou de wagons citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel. L'émission de vapeurs toxiques ou corrosives à l'occasion des transvasements est interdite.

## ARTICLE 4.- Prévention de la pollution atmosphérique.

### 4.1. : Principes généraux.

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites, est interdite.

### 4.2. : Prescriptions de rejet.

4.2.1. Les effluents gazeux issus des séchoirs devront satisfaire aux prescriptions suivantes :

a) - concentrations maximales moyennes admissibles (mesures à effectuer sur une période de 16 heures)

poussières totales	≤	20 mg/Nm <sup>3</sup>
fluor total	≤	10 mg/Nm <sup>3</sup>
dioxyde de soufre	≤	5 mg/Nm <sup>3</sup>

b) - débit d'effluents gazeux

séchoir de la ligne "tuiles plates"	34 200 Nm <sup>3</sup> /h x 2 soit	68 400 Nm <sup>3</sup> /
séchoir de la ligne "tuiles mécaniques"	50 400 Nm <sup>3</sup> /h x 2 soit	108 000 Nm <sup>3</sup> /
séchoir de la ligne "tuiles mécaniques"	50 400 Nm <sup>3</sup> /h x 2 soit	108 000 Nm <sup>3</sup> /
séchoir tunnel de la ligne "accessoires de couverture"	10 000 Nm <sup>3</sup> /h x 2 soit	20 000 Nm <sup>3</sup> /

Les mesures seront effectuées dans des conditions permettant d'atteindre le débit nominal des ventilateurs.

4.2.2. Les effluents gazeux issus des fours de cuisson devront satisfaire aux prescriptions suivantes :

a) - concentrations maximales moyennes admissibles (mesures à effectuer sur une période de 16 heures)

poussières totales	≤	50 mg/Nm <sup>3</sup>
fluor total	≤	30 mg/Nm <sup>3</sup>
dioxyde de soufre	≤	50 mg/Nm <sup>3</sup>

.../...

b) - débit maximum admissible des effluents gazeux

four de cuisson de la ligne "tuiles plates"	24 600 Nm <sup>3</sup> /h
four de cuisson de la ligne "tuiles mécaniques"	45 720 Nm <sup>3</sup> /h
four de cuisson de la ligne "tuiles mécaniques"	45 720 Nm <sup>3</sup> /h
four de cuisson de la ligne "accessoires de couverture"	4 320 Nm <sup>3</sup> /h

c) - flux maximaux admissibles

Les mesures seront effectuées dans des conditions permettant d'atteindre le débit nominal des ventilateurs.

4.2.3. Les flux massiques maximaux apportés au tonnage produit sont fixés comme suit :

- poussières totales  $\leq$  0,7 kg/t de tuiles produites
- fluor total  $\leq$  0,4 kg/t de tuiles produites
- dioxyde de soufre  $\leq$  0,6 kg/t de tuiles produites

4.2.4. Les effluents gazeux captés au niveau des broyeurs à cylindres et des désagréateurs de la matière crue ne devront pas contenir après traitement plus de 50 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

4.3. : Conditions de rejet.

Les émissions gazeuses et plus spécialement celles qui sont réglementées à l'alinéa 4.2. ci-dessus du présent article, doivent être captées canalisées et respecter les principes fixés à l'alinéa 4.1. ci-dessus il en est en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Des dispositifs obturables, commodément accessibles de forme et de position conforme à la Norme NF 44051 doivent être prévus sur chaque conduit d'évacuation pour permettre l'exécution de prélèvements.

4.4. : Règles d'exploitation.

L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

4.5. : Analyses et mesures

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont la charge de l'exploitant.

Les prélèvements et analyses doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...



## ARTICLE 5.- Prévention du bruit.

### 5.1. : Principes généraux.

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relatives au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations Classées sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969.

### 5.2. : Normes.

Le niveau acoustique d'évaluation (Lr) mesuré en dB (A) suivant la norme S 31010 ne doit pas dépasser, en limite de propriété,

- de nuit de 22 heures à 6 heures : 50 dB (A)
- les jours de semaine de 7 heures à 20 heures : 60 dB (A)
- les jours de semaine pour les périodes intermédiaires : 55 dB (A)
- les dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures : 55 dB (A)

### 5.3. : Règles d'exploitation.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 5.4. : Mesures.

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles peuvent être effectuées à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

## ARTICLE 6.- Elimination des déchets.

### 6.1. : Principes généraux.

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influences néfastes sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages, et, plus généralement, qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

### 6.2. : Contrôle de la production et de l'élimination des déchets.

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portées :



- . les quantités produites au fur et à mesure de leur apparition,
- . leur origine,
- . leur nature,
- . leur destination.

Ce registre est tenu, pendant un délai d'au moins deux ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 6.3 : Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier les déchets toxiques ou polluants doivent être traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

### 6.4 : Traitement et élimination des déchets

Le traitement et l'élimination des déchets peuvent être réalisés soit par l'exploitant, soit par une entreprise spécialisée ou un tiers.

Dans le cas où l'exploitant procède lui-même à l'élimination, il doit obtenir, au préalable, l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées sur le procédé utilisé.

Dans le cas où il est fait appel à une entreprise spécialisée, celle-ci doit obtenir préalablement, l'agrément de l'Inspecteur des Installations Classées.

## ARTICLE 7.- Prévention des risques d'incendie et d'explosion

### 7.1 : Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

### 7.2 : Règles d'aménagement

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n°62 1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail pour les vérifications sur mise en demeure.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 7. 3 : Matériel électrique

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation de raisonnement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Dans les zones à risque d'explosion, ou contenant une atmosphère explosive; les installations électriques doivent être d'un type dit "de sûreté" conforme aux normes NFC 23 514 à NFC 23 520.

### 7.4 : Matériels de sécurité devant équiper les installations thermiques fonctionnant au gaz naturel.

Les installations thermiques mettant en oeuvre du gaz naturel tels que les séchoirs et fours de cuisson de produits réfractaires, doivent être munis des équipements de sécurité suivants où, à défaut, contribuant au même niveau de sécurité :

- dispositif de sécurité de contrôle de flamme par visualisation, sauf pour les fours à air induit au droit de la zone maintenue à haute température (750° C minimum)
- dispositif de sécurité sur l'arrivée principale de gaz avec vanne à fermeture automatique et réarmement manuel. Ce dispositif de fermeture sera asservi aux différents organes contribuant à la prévention de la formation d'une atmosphère explosible dans le four (maintien en fonctionnement du ventilateur d'extraction des gaz du four notamment)
- équipements de contrôle de la pression du gaz sur l'arrivée principale et sur chaque zone ainsi que de dispositifs de sécurité pour le mélange air-gaz (pour les brûleurs à prémélange).

.../...

### 7.5 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

### 7.6 : Règles d'exploitation

Des consignes doivent prévoir :

- . les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie;

- . l'exécution des rondes de surveillance,

- . la conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

ARTICLE 8.- Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex, ...) l'Inspecteur des Installations Classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## TITRE SECOND

ARTICLE 9. - Prescriptions particulières applicables à l'installation de préparation d'argile brute :

### 9.1. : Pollution de l'air

- Les bâtiments seront clos sur toutes leurs faces.
- Tout rejet d'air à l'extérieur des bâtiments n'est permis que si sa teneur en poussières est inférieure à 80 mg/Nm<sup>3</sup>.
- Les transporteurs extérieurs aux bâtiments devront être capotés sur toutes leurs faces afin d'éliminer le risque d'envol de poussières ou devront transporter des produits dont l'humidité sera telle qu'il n'y ait pas de risque d'envol de poussières.

### 9.2. : Pollution de l'eau

- Il n'y aura pas de rejet d'eau industrielle.
- Toutes mesures seront prises pour éviter le déversement accidentel dans le NANTIL d'hydrocarbures ou autres produits susceptibles de nuire à la qualité des eaux.

### 9.3. : Risques d'incendie

Nonobstant les dispositions figurant à l'article 7 ci-dessus, l'exploitant est tenu d'aménager

- les abords pour permettre un accès aisé pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie
- les installations de chauffage éventuelles, conformément aux normes et réglementations en vigueur, en fonction du mode d'énergie utilisé.

### TITRE TROISIEME

#### DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

##### ARTICLE 10 : Annulation et déchéance

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

##### ARTICLE 11 : Permis de construire.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

##### ARTICLE 12 : Transfert des installations et changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et le cas échéant d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

##### ARTICLE 13 : Code du Travail

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au Titre III, livre II du Code du Travail, et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

##### ARTICLE 14 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

##### ARTICLE 15 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 16.- Exécution et ampliation.

Monsieur le Secrétaire Général de Saône-et-Loire, M. le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE, M. le Maire de CHAGNY et M. le Chef du Service de l'Industrie et des Mines de Bourgogne et Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE
- M. le Maire de CHAGNY (3 exemplaires)
- M. le Chef du Service de l'Industrie et des Mines de Bourgogne et Franche-Comté - Cité Administrative Dampierre a DIJON (3 exemplaires)
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement à MACON
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture à MACON
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON
- M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours à MACON
- M. le Directeur Départemental de la Protection Civile à MACON
- M. le Directeur de la Société LAMBERT-CERAMIQUES - "Les Tuiles de CHAGNY" 71150 CHAGNY.

MACON, le 30 AVR. 1981

Le Préfet,

POUR AMPLIATION  
Pour le Secrétaire Général et par délégation  
Le Directeur

Roger CHARVET



Le Secrétaire Général  
Pour le Préfet  
Général de Saône-et-Loire

Jean MAUBERT